



XXIe Congrès de l'Internationale Socialiste

Paris, 8-10 novembre 1999

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL AU XXIe CONGRES DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

DE NEW YORK À PARIS

Le dernier Congrès de l'Internationale Socialiste a eu lieu au siège des Nations Unies, à New York; ce lieu de rencontre avait été choisi en reconnaissance du rôle éminent joué par les Nations Unies en faveur de la paix et de la coopération internationale. Trois ans se sont écoulés depuis ce temps-là et sept ans depuis notre Congrès crucial de Berlin; et nous sommes revenus en Europe pour notre XXIe Congrès.

Permettez-moi de remercier nos hôtes, camarades et amis du Parti Socialiste de France pour tout ce qu'ils ont fait pour accueillir ce Congrès. Paris est une ville symbolique dans l'histoire des luttes pour la liberté, la justice et l'égalité, valeurs sociales-démocrates qui s'imposent dans le monde entier grâce au travail en commun de notre Internationale et à la solidarité et la résolution de ses membres. Juste pendant la période des années quatre-vingt-dix, les membres de l'Internationale Socialiste ont presque doublé, passant d'environ 70 partis membres de toutes les catégories, à plus de 130. L'augmentation que nous prévoyons à Paris devrait nous faire arriver à un total de près de 150, ce qui prouve qu'il y a de plus en plus de gens, partout dans le monde, qui se sentent à l'aise au sein de notre famille.

L'expansion mondiale de notre Internationale est allée de pair avec un bond qualitatif de notre influence dans la politique des pays et de notre leadership à l'échelon international dans le débat sur la meilleure manière de préparer le monde et ses habitants à affronter le nouveau millénaire. A l'heure actuelle, plus d'un tiers de nos partis membres, seuls ou en coalition, font partie des gouvernements - ce qui représente un nombre sans précédent et qui, de surcroît, semble s'accroître, à en juger des récents succès électoraux remportés par les partis social-démocrates dans plusieurs continents.

En Europe plus spécialement, notre force politique est devenue une réalité d'une capitale à l'autre et les premiers ministres des partis social-démocrates et travaillistes de tous les coins d'Europe, auxquels se sont joints d'importants leaders de la social-démocratie de

tous les continents, sont venus à Paris pour apporter leur contribution aux travaux de notre Congrès. L'influence, à la fois croissante et positive, de notre organisation dans toutes les régions du monde démontre que nous nous trouvons parmi les premiers à répondre aux besoins et aux aspirations des gens et que l'Internationale Socialiste est bien orientée dans la direction qu'ils souhaitent suivre.

Certes, la social-démocratie est devenue partout une référence obligatoire; mais nous avons eu tout loisir de constater, au fil de cette décennie, que le monde est en changement permanent à la veille du XXI^e siècle, et que les problèmes, chaque fois plus complexes, doivent être abordés dans des optiques nouvelles et diverses.

Entre-temps, notre Conseil a élargi et approfondi le travail de nos comités qui offrent, actuellement, une vue d'ensemble, une analyse et une plate-forme commune et partagée concernant les développements dans toutes les régions du monde, et sur les thèmes principaux à l'échelle mondiale et locale. Toutefois, même si l'architecture de l'Internationale Socialiste s'est étendue du point de vue de la géographie, nous avons pris et prenons toujours des mesures pour consolider notre organisation au niveau interne, pour qu'elle soit en mesure de mieux accomplir les objectifs de l'Internationale.

Récemment, lors de notre Conseil de Buenos Aires, nous avons observé que le rythme du changement continuait à s'accélérer dans le monde et nous avons envisagé l'idée de "façonner le changement", pour lui donner une direction, de manière que tous les citoyens du monde soient pris en compte dans la promesse d'un avenir plus propice. Nous avons insisté sur l'importance cruciale, à cet effet, de notre adhésion soutenue aux principes, qui nous ont toujours servi de ligne directrice, et nous nous sommes engagés à les adapter aux nouvelles réalités. C'est dans cet esprit que j'ai l'honneur de présenter ce rapport sur les principales activités de l'Internationale Socialiste depuis notre dernier Congrès.

L'AFRIQUE

En Afrique, l'Internationale Socialiste a lancé un message d'espoir et s'est fermement engagée face aux problèmes profonds et complexes auxquels trop de personnes dans le monde ont tourné le dos. Nos partis membres dans la région et notre Comité Afrique constituent les principaux canaux pour exprimer les aspirations démocratiques des peuples à travers tout le continent.

Nous ne sommes pas les seuls à reconnaître le potentiel économique de ce continent, il est riche en ressources naturelles et en défis face à la mondialisation. Or, les peuples d'Afrique s'orientent de plus en plus vers la social-démocratie car nous croyons que le développement économique ne peut se faire sans que règne la paix et la démocratie. Même si nous reconnaissons que les problèmes africains sont difficiles et durent depuis longtemps comme partout ailleurs dans le monde, nous nous efforçons d'autant plus à essayer de venir à bout des conflits par le dialogue, ainsi qu'à renforcer la culture démocratique en accord avec la volonté populaire émergente.

Notre Conseil a créé le Comité Afrique de l'IS en 1993. Aujourd'hui, le Comité peut compter sur la participation d'au moins 24 partis membres de toute la région ainsi que de nombreux

autres partis africains d'inspiration sociale-démocrate.

Un certain nombre de ces partis sont au gouvernement, d'autres avec l'influence principale dans l'opposition, tandis que d'autres se battent vaillamment pour mener des activités politiques malgré la répression ou en dépit de violents conflits. Tous contribuent au travail de notre Internationale qui, dans un esprit de coopération et d'apprentissage réciproque, renforce les efforts de notre Conseil au nom du continent africain.

En janvier 1997, à Rome, par exemple, suite au rapport du Comité Afrique, notre Conseil a fait une déclaration détaillée qui a permis de maintenir notre attention et d'alerter la communauté internationale à propos de la tragédie se déroulant dans la Région des Grands Lacs. Depuis lors, des améliorations se sont produites et l'on a tenu compte des appels lancés par notre Internationale en vue de l'assistance humanitaire et d'un dialogue.

Je peux donc dire avec fierté qu'en Afrique, là où a eu lieu un progrès vers une démocratie, vers le respect des droits de la personne humaine et vers la résolution de conflits, l'Internationale Socialiste a toujours été présente en particulier en Afrique du Sud, au Mozambique, en Namibie et au Maroc. En ce qui concerne l'Afrique du Sud, au mois d'août dernier, j'ai eu la grande satisfaction et ressenti un sens profond de l'histoire lorsque le Congrès National Africain, seulement deux mois après la réélection de ce parti sous la présidence de Thabo Mbeki, a formellement présenté sa demande d'adhésion à l'Internationale Socialiste, lors de notre prochain Congrès de Paris.

Depuis notre dernier Congrès célébré à New York, le Comité Afrique s'est réuni quatre fois: la première réunion s'est tenue à Dakar en juillet 1997, accueilli par le Parti Socialiste de Sénégal au Gouvernement et en présence du président de l'IS, Pierre Mauroy, et de nombreux leaders de partis membres de l'IS de cette région qui ont pris, à tour de rôle, la parole; en 1998, ce Comité a contribué à l'élaboration d'une déclaration importante, présentée par notre Conseil à Genève devant un grand nombre de journalistes étrangers qui soulignait la nécessité de faire face aux causes profondes des conflits violents, y compris la pauvreté, le manque de gouvernabilité et les violations des droits de la personne humaine.

Cette année, à l'approche de notre Congrès, le Comité Afrique s'est réuni deux fois. Une première fois, en mars à Bamako, accueilli par le Parti Africain pour la Solidarité et la Justice, ADEMA-PASJ, Mali, avec la participation de plus de soixante délégués provenant de plus de vingt pays. Le Comité a exprimé, inter alia, sa profonde préoccupation concernant les menaces continues envers la démocratie dans cette région, en particulier en Guinée Equatoriale, au Burkina Faso, au Cameroun et en Guinée et son appui permanent aux efforts d'assurer la paix en Angola.

Ce Comité s'est de nouveau réuni en septembre à Maputo, accueilli par notre parti membre et le parti au gouvernement du Mozambique, le Frelimo. A la suite de longues délibérations, le Comité a fait une déclaration, la Déclaration de Maputo», document à vaste portée soulignant le fait que la paix et la démocratie sont des éléments nécessaires pour le développement économique et l'intégration globale de l'Afrique; il a également réaffirmé l'engagement envers une solidarité collective» de notre Internationale. Le Comité a également traité le problème de la mondialisation et a mis l'accent, inter alia, sur le besoin de protéger les ressources humaines du continent par le truchement de meilleures

politiques de la santé et de l'éducation.

Comme dans toutes les autres régions, la mondialisation est devenue un problème de plus en plus déterminant en Afrique. Il a été traité non seulement par notre Comité Afrique, mais aussi par la Commission Progrès Global, présidée par le vice-président de l'IS, Felipe González, qui a organisé un séminaire régional à Dakar en janvier 1999: séminaire au cours duquel des délégués d'environ 25 partis africains se sont réunis pour étudier la façon dont les sociaux-démocrates pouvaient développer des stratégies en vue d'intégrer le continent aux marchés mondiaux, tout en tenant compte de la singularité de la situation africaine.

Deux mois plus tard et réuni à Abidjan, en Côte d'Ivoire, le Comité des Élus locaux et régionaux de l'IS a souligné la conception de l'Internationale selon laquelle, dans un monde chaque fois plus globalisé, la politique doit être accessible à tous les citoyens et que cela ne peut se faire que par le biais de contacts plus directs entre le gouvernement et les citoyens au niveau local. A la suite de discussions sur les problèmes spécifiques des municipalités africaines, le Comité a commencé ses travaux en vue de la Deuxième Conférence Mondiale des Maires, ayant eu lieu à Fès, en octobre 1998, accueillie par notre parti membre au Maroc, l'Union Socialiste des Forces Populaires, USFP. A cette conférence ont assisté plus de deux cent cinquante maires et membres de gouvernements municipaux qui ont adopté la «Déclaration de Fès», document contenant plusieurs parties, montrant que la coopération globale entre les sociaux-démocrates commence par des efforts déployés aux niveaux local et régional, aussi bien au Sud qu'au Nord.

Malgré toutes nos grandes préoccupations pour l'Afrique, il existe, également, dans toute cette région un grand espoir prouvant que, même si le défi est difficile à relever, la social-démocratie - la structure de notre Internationale, des niveaux local et national aux niveaux régional et mondial - peut faire la différence.

L'ASIE ET LE PACIFIQUE

En à peine plus de dix ans, notre Internationale a beaucoup progressé en Asie et dans le Pacifique, région ayant un poids économique et politique chaque jour plus important dans le monde. Au cours des années 80, les partis et les mouvements social-démocrates, répartis dans toute cette vaste région, n'avaient que des contacts limités entre eux et seulement quelques-uns d'entre eux étaient membres de notre organisation. Aujourd'hui, à en juger par les travaux en cours de notre Comité Asie-Pacifique, créé par notre Conseil en 1993, et par le nombre de partis de cette région ayant adhéré ou sollicitant leur adhésion à l'Internationale Socialiste, il est évident que la social-démocratie est devenue la principale option des peuples de l'Asie et du Pacifique, à la recherche de la démocratie, de l'équité économique et de la justice sociale.

Au cours de la période entre deux Congrès, la première réunion du Comité Asie-Pacifique a eu lieu à New Delhi, à savoir la veille de la réunion de notre Conseil en novembre 1997. C'était la première fois que le Conseil de l'IS se tenait en Inde, accueilli par notre parti membre Janata Dal, lors du cinquantième anniversaire de l'indépendance de l'Inde et le deuxième Conseil a eu lieu dans cette région en 1994, à la suite de la réunion couronnée de succès à Tokyo. Encouragé par les travaux de notre Comité, le Conseil à New Delhi a

adopté une résolution soulignant la haute importance des principes de la social-démocratie au sein de toute la région Asie-Pacifique.

En particulier, le Conseil a déclaré que, tandis qu'un nombre de pays de cette région a mené à bien son intégration au sein de l'économie mondiale, seule la social-démocratie fournit le cadre politique et éthique, qui donne priorité aux gens, et peut assurer le fait que la mondialisation conduise à un changement positif pour tous. A ce propos, l'accent a été mis sur la protection des droits du travailleur y compris les droits à la négociation collective et le droit de grève, ainsi que sur la nécessité de rendre les femmes plus puissantes afin qu'elles puissent devenir une force efficace pour les changements sociaux et le développement durable.

Tout était fin prêt pour que, quelques mois plus tard, en avril 1998, lors du cinquantième anniversaire de la Déclaration des Nations Unies sur les Droits de l'Homme, le Comité de l'IS sur les Droits de la personne humaine, réuni à Manille traita, inter alia, de la promotion et du renforcement des droits sociaux et économiques. Les participants ont débattu de la nécessité de renforcer le dialogue et la coopération entre notre organisation, les organisations syndicales internationales et les mouvements des femmes; ils ont également réitéré l'importance de l'indivisibilité et de l'universalité de tous les droits de la personne humaine.

De même, l'Internationale Socialiste continue à être en première ligne de la lutte en faveur des droits politiques et des libertés civiles dans la région Asie-Pacifique. Au sujet de la Birmanie, aucune organisation politique dans le monde ne s'est fait autant entendre et n'a été aussi ferme dans ses protestations contre la dictature régnant dans ce pays, en exigeant que les résultats des élections démocratiques de 1990 soient respectés. Par exemple, dans une résolution adoptée par notre Conseil, qui s'est tenu en mai dernier à Oslo, l'Internationale a réitéré son soutien au mouvement démocratique de la Birmanie et a lancé un appel à la communauté internationale dans le but d'imposer des sanctions au régime militaire jusqu'à ce que des progrès aient été effectués dans le domaine de la démocratisation et du respect des droits de la personne humaine.

Pendant presque un quart de siècle, notre Internationale a également soutenu avec fermeté le droit du peuple du Timor Oriental à l'autodétermination et à se libérer de l'oppression; et notre Internationale a inmanquablement appuyé les actions des Nations Unies en vue d'atteindre ses objectifs, en particulier au cours des événements de ces derniers mois. José Ramos-Horta, ayant reçu le prix Nobel de la Paix en 1996, assista à la réunion du Conseil de l'IS ayant eu lieu à Rome en 1997, pour remercier personnellement l'Internationale Socialiste de ses efforts, au nom du peuple du Timor Oriental.

Alors que nos préoccupations à propos de la mondialisation se poursuivront pendant le prochain millénaire, il faut rappeler qu'au cours de notre Conseil à New Delhi, nous nous sommes fait l'écho des affirmations de notre Comité Asie-Pacifique, en prévenant de la menace d'être engloutis par les forces non réglementées du marché» et avons approuvé l'idée, émise à l'origine par John Smith, selon laquelle les marchés doivent servir les gens et non l'inverse».

Comme nous avons pu le constater moins d'un an plus tard, le monde a bien été secoué par la crise financière ayant éclaté en Asie. Il s'agissait sans aucun doute d'un événement malheureux, mais qui, néanmoins, a renforcé la croyance en notre position, soutenue

depuis fort longtemps, et selon laquelle le développement, sans la démocratie, et la mondialisation sans la transparence et la responsabilité, ne peuvent être durables.

Depuis lors, les membres du Comité Asie-Pacifique, ainsi que d'autres organisations d'orientation sociale-démocrate, avec lesquelles notre Internationale a des relations, ont continué à analyser les tendances et les développements survenus dans cette région. En juin dernier, juste avant notre Congrès, le Comité s'est réuni à Kuala Lumpur. Cette réunion ne fut pas seulement l'occasion de faire progresser la cause de la social-démocratie en Asie et dans le Pacifique, mais ce fut également une expression de solidarité de la part de notre Internationale envers notre hôte et membre de notre organisation depuis fort longtemps en Malaisie, le Parti d'Action Démocratique, DAP, qui pendant de nombreuses années a subi des représailles autoritaires pour ses efforts déployés en vue de promouvoir un état de droit démocratique dans ce pays.

A la suite de longs débats, le Comité a adopté la Déclaration de Kuala Lumpur», document de large portée traitant les nombreux points clé auxquels les sociaux-démocrates se heurtent dans cette région aujourd'hui. Au cours de cette réunion, on mit l'accent sur la lutte pour la démocratie et le respect des droits de la personne humaine, et leurs liens critiques à l'objectif qui est celui d'éviter que le monde soit constamment divisé entre les gagnants et les perdants de la mondialisation».

À Kuala Lumpur, le Comité a relevé le défi pour que le prochain siècle devienne le siècle de la social-démocratie en Asie et dans le Pacifique». Il n'y a pas si longtemps, tout ceci aurait pu paraître lointain. Cependant, aujourd'hui, notre message est de plus en plus entendu et, comme la portée de notre Internationale continue à s'étendre au sein de cette région, nous percevons comment une telle vision peut devenir une réalité.

L'EUROPE

Aujourd'hui, l'Internationale Socialiste est la première force politique en Europe. Nos partis membres jouent un rôle moteur dans la construction des institutions du continent pour le prochain siècle et dans la définition du rôle crucial de l'Europe dans le monde. Au cours de ces dernières années, les victoires électorales des sociaux-démocrates de cette région indiquent avec force le désir de changement et la popularité croissante des idées et des valeurs de notre mouvement. Simultanément, l'Internationale et ses membres européens reconnaissent qu'ils ont, maintenant, la responsabilité de doter et, pendant toute cette période ils y ont travaillé assidûment aux niveaux local, national et régional, et de construire un meilleur avenir pour tous les citoyens d'Europe.

Après le XXe Congrès, notre premier Conseil s'est tenu à Rome en janvier 1997 et le vice-président de l'IS, Massimo D'Alema, leader des Démocrates de Gauche italiens, DS, y a prononcé le discours d'ouverture. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, formés par les représentants de presque tous les 33 partis membres récemment admis lors de notre Congrès à New York, il déclara que, au sein des sociétés modernes, le défi fondamental des gouvernements est d'étendre le potentiel de croissance et de développement inhérent à la mondialisation et de freiner ses effets négatifs». L'année suivante, après une reconstitution négociée des forces de gauche et de centre en Italie,

D'Alema a prêté serment comme premier ministre de son pays.

Lorsque en mai 1998, à Oslo, nous nous sommes réunis pour un autre Conseil, de nouveaux gouvernements sociaux-démocrates étaient au pouvoir en Grande-Bretagne et en France. En mai 1997, le Parti Travailleiste britannique obtint une victoire écrasante lors des élections parlementaires, ouvrant la voie à la nomination du Premier ministre Tony Blair. Un mois plus tard, en France, après la victoire du Parti Socialiste français, PS, aux élections parlementaires, Lionel Jospin occupa le poste de premier ministre et, conformément à la politique du PS, sur les quinze membres du gouvernement nommés, cinq étaient des femmes.

Le retour au gouvernement du Parti Travailleiste britannique donna un nouvel élan aux négociations pour mettre fin au conflit en Irlande du Nord. L'Accord du Vendredi Saint d'avril 1998 fut le résultat des grands efforts déployés par trois membres de l'Internationale Socialiste -Tony Blair, John Hume, leader du Parti Social-Démocrate et Travailleiste d'Irlande du Nord, SDLP, et Dick Spring alors qu'il était leader du Parti Travailleiste irlandais.

Un mois après la signature de l'accord, John Hume a prononcé une allocution lors de notre Conseil à Oslo. Il mit l'accent sur l'importance du dialogue et le respect des différences entre les personnes, puis il exprima sa reconnaissance envers l'Internationale Socialiste pour son appui ferme à la recherche de la paix en Irlande du Nord. En octobre 1998, il a partagé avec David Trimble, leader du Parti Unioniste de l'Ulster, le Prix Nobel de la Paix. La reconnaissance de Hume par le Comité Nobel met, une fois de plus, l'accent sur les efforts des membres de notre Internationale pour promouvoir des solutions pacifiques et démocratiques aux conflits dans toutes les parties du monde.

En juin 1998, un mois après notre Conseil à Oslo, la Commission Progrès Global s'est réunie à la Willy Brandt Haus à Berlin pour le premier de plusieurs séminaires régionaux qu'elle a organisés au cours de cette période. Le but de ces rencontres était d'obtenir une perspective européenne de la mondialisation. Pour lancer le débat, Felipe González, président de la Commission, a rappelé l'observation de Brandt qui décrivait l'époque moderne comme contenant plus que jamais un potentiel à la fois prometteur et menaçant.

Notre Conseil s'est ensuite réuni à Genève en novembre 1998. Un mois plus tôt, l'électorat allemand avait voté pour le changement et le Chancelier Gerhard Schröder, du Parti Social-Démocrate d'Allemagne, SPD, avait prêté serment en tant que chef du nouveau gouvernement. Ce résultat électoral a eu aussi une grande importance au-delà des frontières allemandes étant donné que, avec le SPD au pouvoir, cela signifiait que les partis travaillistes et social-démocrates, seuls ou en coalition, gouvernaient treize des quinze pays membres de l'Union européenne.

Le renforcement de notre influence en Europe aide les leaders social-démocrates à s'assurer que l'Union élargie sera vraiment une Europe des citoyens. Le climat de l'opinion politique dans le reste du monde s'en trouve aussi affectée de manière positive, comme l'a indiqué la couverture médiatique en Amérique latine, lors de notre Conseil de Buenos Aires en juin dernier, et comme on peut le constater par les progrès croissants de nos partis membres dans toutes les régions du globe.

L'Europe Centrale et Orientale

Les progrès de notre Internationale en Europe ne se sont en aucun cas limités au versant occidental de notre continent. Comme l'a indiqué le Comité de l'IS pour l'Europe Centrale et Orientale, SICEE, dans sa Déclaration de Varsovie adoptée lors de la réunion qu'il a tenue en Pologne en septembre dernier: pendant les dix années qui ont suivi la chute du mur de Berlin, "les partis politiques à orientation socialiste et sociale-démocrate se sont développés dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale, et beaucoup d'entre eux ont assumé des responsabilités gouvernementales". En fait, si l'on tient compte des progrès de notre Internationale dans ces pays-là, nous voyons que dans toute l'Europe, près d'une vingtaine de nos partis membres sont au gouvernement, seuls ou en coalition.

La force et l'influence croissante de nos partis membres aide notre Internationale à répondre efficacement à la complexité des immenses défis que représentent, d'une part, l'Europe centrale et orientale, notamment les Balkans, la Russie et le Caucase, et d'autre part, l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN. Le SICEE, qui s'est réuni au moins six fois pendant cette période, le Comité de l'Internationale Socialiste pour la Paix, la Sécurité et le Désarmement, SIPSAD, et notre Comité des Elus locaux et régionaux, ont tous travaillé en coordination avec le Conseil de l'IS et ont abordé ces sujets de façon très active.

À Rome en juin 1997, le SICEE a organisé une réunion à point nommé, juste avant les sommets de l'Union européenne et de l'OTAN, pendant laquelle les représentants d'environ quarante partis membres et organisations ont traité des priorités militaires et économiques de l'Europe. Le SICEE, présidé par les co-présidents Piero Fassino, DS, Italie, et László Kovács, MSZP, Hongrie, a émis une déclaration d'appui à l'intégration continue de l'Europe par l'élargissement de structures politiques et de sécurité et a insisté sur le fait que les droits démocratiques et sociaux fondamentaux ne devraient pas être mis au deuxième plan derrière la modernisation économique. Quatre mois plus tard, le SIPSAD, réuni à Budapest pour discuter de l'élargissement de l'OTAN, a réaffirmé l'intention des partis membres de l'IS de mettre en place en Europe "un cadre stable de la politique de sécurité, permettant d'y accomplir et d'y sauvegarder la démocratie, l'état de droit et la justice sociale".

En mai 1998, le SICEE et de nombreux partis membres ainsi que des invités provenant de toute la région se sont réunis à Sarajevo pour débattre de la meilleure façon de réussir à implanter la paix et la stabilité dans les Balkans. Au début de la réunion, les participants ont observé une minute de silence, en souvenir de toutes les victimes de la guerre et de la violence dans les Balkans, puis ont déposé une couronne lors d'une cérémonie dans le centre de la ville. Dans sa Déclaration de Sarajevo, adoptée quelques semaines après par le Conseil de l'IS à Oslo, le Comité a exigé la pleine application des Accords de Dayton et a lancé un appel à toutes les forces démocratiques en vue de "travailler à l'implantation de la sécurité et de la stabilité dans toute la région, afin de créer des sociétés libres, démocratiques, pluralistes, pluri-ethniques et justes".

Notre Conseil à Oslo a également débattu et adopté une résolution détaillée sur le Caucase du Sud, introduite par le SIPSAD. Dans ce document, préparé par le Comité lors de sa réunion à Tbilissi, en Géorgie, juste avant la réunion à Oslo, notre Conseil a approuvé les efforts de la communauté internationale, et en particulier ceux des Nations Unies et de l'OSCE, visant à résoudre les conflits à l'intérieur et entre les différents États, et a exigé une plus grande coopération économique dans la région, ainsi que la protection des droits de la personne humaine et des minorités.

Le SICEE s'est de nouveau réuni à Genève, à la veille de notre Conseil du mois de novembre 1998. L'attention des participants s'est surtout portée sur la montée de la violence et de l'instabilité au Kosovo. Dans une déclaration préparée par le Comité et adoptée par le Conseil, l'Internationale a soutenu tous les efforts visant à entamer les négociations entre Belgrade et Pristina, position qui a été réitérée par le SICEE lors de sa suivante réunion à Bucarest en février de cette année.

En avril, après que la communauté internationale, essayant d'arriver à une solution, eut échoué et laissé place à l'intervention de l'OTAN, le SICEE s'est réuni à Rome, reçu par les Démocrates de Gauche, DS. À la fin de cette réunion spéciale d'un jour, le Comité a émis une déclaration condamnant l'intransigeance de Milosevic ainsi que "toute intention de fonder l'existence des États sur la pureté ethnique" et a réaffirmé la position de l'Internationale selon laquelle "il faut respecter toutes les femmes et tous les hommes, indépendamment de leur culture, de leur religion et de leur nationalité".

Lors de sa réunion à Bucarest accueillie par les partis membres roumains de l'IS, le Parti Démocratique, PD, et le Parti Social-Démocrate Roumain, PSDR, le SICEE a également abordé les événements en Russie. Après avoir pris connaissance de plusieurs rapports en provenance de ce pays, le Comité a souligné que la crise qui s'y déroule était due en grande partie au manque "d'orientation sociale" du processus de réforme et a exhorté les partis membres de l'IS à intensifier leur soutien auprès des partis et des mouvements politiques en Russie, "qui s'engagent à renforcer la démocratie de façon effective". En septembre, dans sa Déclaration de Varsovie, le SICEE a expliqué qu'il espère que les prochaines élections en Russie seront l'occasion de consolider les "forces politiques réellement démocratiques".

En septembre également, le Comité des Elus locaux et régionaux, lors de sa réunion à Cartaxo, au Portugal, a continué son initiative historique commencée en Serbie deux ans plus tôt. En effet, en mai 1997, peu après notre Conseil de Rome, où nous avons entendu parler de la lutte acharnée pour la démocratie au niveau local en Serbie, le Comité avait organisé une réunion dans la ville serbe de Subotica, dont le conseil municipal avait été l'hôte et avait aussi rencontré de nombreuses autorités locales serbes, pendant un rassemblement à Arad, Roumanie.

Ces rencontres, notamment celle à Subotica, ont symbolisé tout spécialement l'appui de l'Internationale au changement démocratique en Serbie. À Cartaxo, le Comité a renforcé sa coopération avec les municipalités de la République Fédérale de la Yougoslavie, après avoir écouté les rapports des élus locaux de Novi Sad, en Serbie, et de Podgorica, au Monténégro, sur les difficultés auxquelles ils sont confrontés, à cause de la répression interne et de leur isolement international. Le Comité a émis une déclaration s'adressant aux villes du monde entier, afin qu'elles fassent preuve de leur solidarité et aident à la reconstruction et à la démocratisation des Balkans, en s'associant avec les autorités locales de la région.

LA MEDITERRANEE

L'Internationale Socialiste a, depuis longtemps, considéré la région méditerranéenne comme une zone stratégique cruciale pour la coopération régionale et inter-régionale.

Notre Comité Méditerranéen comprend les partis membres de l'Internationale Socialiste, provenant des pays de l'Europe, de l'Afrique, et du Moyen Orient environnant la Méditerranée, lui conférant ainsi un caractère réellement pan-régional. Comme l'Internationale Socialiste elle-même, le Comité représente un partenariat nord-sud vital, créant un pont entre les différences culturelles et historiques, grâce au respect commun des droits fondamentaux de la personne humaine.

Ceci a donné à notre Internationale un net avantage dans la défense de liens euro-méditerranéens plus forts, s'appuyant sur des principes sociaux-démocratiques. De fait, en 1995, deux ans après la création de notre Comité Méditerranéen par le Conseil de l'IS à Athènes, nous avons pu observer que de nombreux concepts exprimés par les socialistes avaient été repris dans les résolutions de la conférence de Barcelone, comme, par exemple, le lien entre le désarmement et le développement.

En mars 1997, après notre Congrès à New York, le Comité Méditerranéen a été convoqué à une réunion à Tanger, présidée par le président du Comité, Raimon Obiols, PSOE, Espagne. Cet événement a non seulement rassemblé de nombreux participants et rehaussé les perspectives du flanc sud de la région, mais il a aussi permis à l'Internationale de montrer sa solidarité et son appui envers notre hôte et parti membre, l'Union Socialiste des Forces Populaires, l'USFP. Par conséquent, nous nous sommes réjouis, lorsque moins d'un an plus tard, le parti, une force importante de la transition démocratique au Maroc, a été élu pour former le nouveau gouvernement de ce pays.

A Tanger, le Comité a réitéré la position fondamentale de notre Internationale selon laquelle la paix, la sécurité et la prospérité de la rive nord de la Méditerranée sont profondément liées au développement économique et social, non seulement des pays du sud, mais également de ceux de l'est de la région. À ce propos, les participants ont également souligné le rôle crucial des femmes qui, en exerçant pleinement leurs droits et en s'appuyant sur leur expérience, "doivent être capables d'agir en tant qu'acteurs du développement et de la paix".

La réunion suivante du Comité Méditerranéen s'est tenue à Rome en 1998, accueillie par les Démocrates de Gauche, DS. Les participants d'environ quinze pays de toute la région ont regretté les reculs et les retards dans l'application des accords de Barcelone et ont souhaité que l'Internationale Socialiste intensifie ses efforts afin d'aider à remettre le processus sur les rails.

Plus tard, cette même année, à la suite d'un rapport du Comité présenté à Genève, notre Conseil a incité les gouvernements de l'Union européenne et les pays appartenant au Partenariat Méditerranéen de tenir les promesses faites à Barcelone. Le Comité va se réunir de nouveau à Paris à la veille de notre Congrès et nous tiendra au courant de la dynamique complexe des relations euro-méditerranéennes.

L'Internationale, grâce au travail du Comité Méditerranéen et de notre Conseil, continue aussi à jouer un rôle important visant à attirer sans relâche l'attention du monde entier sur les situations difficiles que connaît la région.

En ce qui concerne l'Algérie, par exemple, nous avons constamment exprimé notre appui, comme nous l'avons fait à chacun de nos Conseils depuis le Congrès de l'IS à New York, à tous ceux qui rejettent la violence et le terrorisme, afin d'établir un dialogue et de trouver

une solution démocratique à la tragédie qui s'y déroule. Plus récemment, lors de notre Conseil à Buenos Aires, nous avons regretté que les autorités algériennes n'aient pas réussi à établir les conditions préalables nécessaires à des élections démocratiques, comme elles l'avaient essayé, et nous avons réaffirmé notre appui fraternel à notre parti membre en Algérie, le Front des Forces Socialistes, FFS.

Quant à la recherche d'une solution au conflit du Sahara occidental, nous avons réaffirmé l'année dernière, lors de notre Conseil à Genève, le soutien que nous avons toujours prêté à l'établissement d'un référendum transparent, juste et libre sur l'autodétermination, et nous avons de nouveau demandé à toutes les parties concernées de coopérer pleinement dans ce sens avec les Nations Unies.

Le travail de notre Internationale dans la région méditerranéenne, et notamment la coopération, au sein de notre Comité, de partis membres appartenant à trois continents différents, reflètent la dimension mondiale que nous avons atteinte. De même, la nature "du peuple pour le peuple" de notre organisation a été particulièrement évidente, en septembre, lors de la récente réunion du Comité de l'IS des Élus locaux et régionaux.

À Cartaxo, au Portugal, lors de cette réunion dont l'hôte était le Parti Socialiste, PS, un certain nombre de délégués présentèrent leurs rapports sur les villes en crise. Aucun ne fut plus poignant que celui de Sefa Sirmen, du Parti Républicain du Peuple, CHP, Turquie, membre de l'IS, qui est maire d'Izmit, l'une des villes les plus dévastées par le récent séisme. En guise de réponse, le Comité a émis une déclaration lançant un appel à l'aide urgent de la part des autres municipalités dans le monde entier, démontrant par ce bon exemple que nos réseaux social-démocrates de solidarité mondiale se construisent à partir des liens locaux.

LE MOYEN-ORIENT

Depuis notre Congrès à New York, l'Internationale Socialiste a non seulement le Parti Travailleuse et le Meretz d'Israël comme partis membres, mais aussi le Fatah, l'organisation politique palestinienne la plus importante.

Lors du Conseil de l'IS, qui s'est tenu à Rome en janvier 1997, le premier après ce Congrès, Shimon Peres et Yasser Arafat, se sont rencontrés pour la première fois tous les deux en tant que membres de notre Internationale. Peres, profitant de l'occasion, rappela qu'au cours des négociations entre Israéliens et Palestiniens, un débat avait eu lieu à propos du titre devant être utilisé lorsqu'on s'adressait à Arafat. Or maintenant », déclara-t-il, je suis heureux de l'appeler avec un nouveau titre, camarade ».

Cet instant symbolisait le magnifique résultat obtenu lors des accords de paix d'Oslo. Au cours de ce Conseil, les participants se sont souvenus des nombreuses années pendant lesquelles notre Internationale s'est consacrée à une tâche difficile et patiente en vue de créer un climat facilitant le dialogue entre les partis de la région. Arafat, lui-même, a dit qu'il n'oublierait jamais le rôle de l'Internationale qui, depuis le début, a encouragé le processus de paix. Les Palestiniens et les Israéliens en ont été très touchés ».

Notre Conseil à Rome, dans sa déclaration sur le Moyen-Orient, a exprimé sa satisfaction

des progrès réalisés jusqu'à ce jour quand à la mise en oeuvre totale des accords d'Oslo. Mais quelques mois plus tard, il était devenu évident que le processus de paix se trouvait dans une impasse dangereuse due, en grande partie, à l'intransigeance du Likud au gouvernement en Israël. De telles difficultés ont, malgré tout et comme toujours, poussé notre Internationale, en particulier notre Comité Moyen-Orient, SIMEC, à redoubler d'efforts afin de ramener le processus sur la bonne voie.

En mai 1997, le SIMEC, présidé par le président du Comité, Bjørn Tore Godal, DNA, Norvège, s'est tout d'abord réuni dans la ville de Ramallah dans les Territoires sous Autorité Palestinienne, accueilli par le Fatah et a repris ses travaux le jour suivant à Tel Aviv, accueilli par les partis membres israéliens. Le Comité a adopté une résolution déplorant cette impasse. Il souligna la nécessité d'un dialogue concernant tous les problèmes non résolus et lança un appel à la communauté internationale pour qu'elle redouble d'efforts afin d'obtenir que les partis en cause renouent les négociations

Le SIMEC s'est ensuite réuni à Oslo avant la réunion du Conseil à New Delhi en novembre 1997. A partir des travaux de ce Comité, notre Conseil a adopté une résolution signalant la responsabilité du gouvernement israélien pour assurer la poursuite du processus de paix.

Poursuivant nos efforts en ce sens, notre Comité Moyen-Orient s'est réuni au Caire en mars 1998, accueilli par notre parti membre en Égypte, le Parti Démocratique National, NDP. Deux mois plus tard, au cours de la réunion de l'IS à Oslo, accueilli par le Parti Travailleuse Norvégien, DNA, Shimon Peres et Yasser Arafat étaient de nouveau présents pour nous faire part de leurs points de vue. Le Conseil, dans sa résolution sur le Moyen-Orient, a exprimé son appui à tous les efforts de la communauté internationale visant à faciliter la mise en oeuvre des accords de paix, en particulier ceux relevant du principe de 'la terre contre la paix'.

L'accord de Wye River, obtenu peu avant notre Conseil de Genève en novembre 1998, marqua enfin une réelle percée. Le SIMEC s'était réuni à la veille de notre Conseil pour préparer un rapport pour les participants sur ces derniers développements. Le Conseil, suite aux discussions sur le sujet 'Priorité à la paix et à la démocratie' adopta une résolution accueillant favorablement l'élan dû au nouvel accord et demandant un suivi approprié afin d'éviter de nouveaux retards dans l'application du processus de paix.

Lors de notre Conseil réuni à Genève, l'Internationale a traité plusieurs autres sujets préoccupants relatifs au Moyen-Orient. Il demanda, par exemple, à Israël et à la Syrie de reprendre les négociations conformément aux résolutions des Nations Unies et aux termes de référence de la Conférence de Madrid. Et, tout en reconnaissant que la voie israélo-libanaise vers le processus de paix fait partie d'un contexte plus large, l'Internationale a insisté sur le fait qu'elle devrait être traitée à part, tout en respectant la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban.

Le Groupe de Travail du SIMEC sur la Question Kurde, l'un des rares groupes de type international qui s'occupe spécifiquement de la situation critique des Kurdes, s'est réuni trois fois au cours de cette période. La première de ces réunions s'est tenue à Stockholm au mois de février 1998, accueilli par le Parti Social-Démocrate Suédois, SAP. Quatre mois plus tard, lors de notre Conseil à Oslo, l'Internationale a réitéré ses convictions qu'aucune paix durable dans la région ne pourrait être obtenue sans 'solutions pacifiques et justes garantissant les droits légitimes des Kurdes à l'intérieur des frontières de chacun des pays

concernés'.

Les deux réunions suivantes se sont tenues à Paris en juin 1998 et en mars 1999 sur l'invitation du Parti Socialiste français, PS. Entre les deux, en septembre 1998, les leaders du Parti Démocratique du Kurdistan, KDP, et l'Union Patriotique du Kurdistan, PUK, du nord de l'Irak, se sont rendus à Londres au Secrétariat de l'IS pour des réunions après avoir atteint, à Washington, un accord de paix et de partage du pouvoir. Au cours de sa réunion la plus récente à Paris, le Groupe a rédigé une déclaration sur le droit d'Abdullah Ocalan de bénéficier d'un procès juste en Turquie, tout en rappelant que la question kurde constitue un problème important en Turquie et qu'il s'agit aussi d'une grande tragédie humaine d'une énorme complexité historique»

Lors de notre Conseil à Buenos Aires en juin, l'Internationale a exprimé sa grande satisfaction pour l'élection d'Ehoud Barak au poste de premier ministre d'Israël et a félicité nos partis membres de l'IS. Son élection a redonné un nouvel élan au processus d'Oslo, puisque Barak s'est fixé pour but d'arriver à un accord de paix définitif dès l'année prochaine. A cet effet, l'accord obtenu en septembre dernier sur la façon de faire progresser l'accord de Wye River constitue un pas important.

Dans l'intervalle, le SIMEC s'est de nouveau réuni à Tel Aviv, puis à Ramallah au mois d'octobre en vue de la préparation de notre Congrès. Le processus de paix évolue dans une direction positive et à Paris nous en connaissons les derniers développements. Nous savons, par expérience, qu'il risque d'y avoir des difficultés. Néanmoins, forts de l'exemple de leaders tels que Willy Brandt, Bruno Kreisky, François Mitterrand, Olof Palme et Mário Soares qui, il y a plus de vingt ans, ont lancés les travaux de notre Internationale au Moyen-Orient, nous restons convaincus que nous sommes capables d'aider à l'obtention d'une paix durable dans la région.

L'AMERIQUE DU NORD, L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES

Notre Internationale peut s'enorgueillir d'avoir une longue tradition en Amérique latine et dans les Caraïbes, où pendant des décennies nous avons joué un rôle majeur dans la lutte contre les dictatures et en soutenant les droits de la personne humaine. De fait, Willy Brandt avait coutume de dire que la région était le deuxième pilier de notre travail après celui de l'Europe.

De nos jours, nous sommes plus actifs et nous avons une présence plus forte que jamais dans cette région. Environ quarante partis membres, provenant de plus de deux douzaines de pays d'Amérique du Nord, d'Amérique latine et des Caraïbes sont membres de l'IS; ceci représente presque le même nombre de partis que le nombre total des membres de l'Internationale Socialiste, il y a déjà vingt-cinq ans.

Certains de nos partis membres en Amérique sont au pouvoir, alors que de nombreux autres jouent un rôle important dans la vie politique de leurs pays. Tous, au sein de notre Comité de l'IS pour l'Amérique latine et la Caraïbe, SICLAC, nos Comités thématiques et notre Conseil, ont travaillé pour défendre les progrès démocratiques, promouvoir les droits fondamentaux là où ils sont encore déniés et contrecarrer les politiques économiques néo-

libérales qui ont marginalisé tant de citoyens dans cette région.

Dans cette région, au cours de l'intervalle entre deux Congrès, nos activités principales ont débuté avec la réunion du SICLAC, à Santiago, Chili, en 1997; ce fut l'une des plus importantes réunions régionales que nous ayons organisée; le point culminant en a été la récente réunion de notre Conseil à Buenos Aires, au cours de laquelle l'Internationale a présenté la déclaration historique: de Buenos Aires ».

Environ 150 délégués ont assisté à la réunion du SICLAC à Santiago, accueillie par nos trois partis membres du Chili: le Parti Socialiste, PS, le Parti Radical Social-Démocrate, PRSD, et le Parti pour la Démocratie, PPD. Le Comité, faisant remarquer que les politiques néo-libérales avaient entraîné l'augmentation de la pauvreté, particulièrement chez les femmes, les plus pauvres parmi les pauvres», demanda que des clauses démocratiques et sociales soient incluses dans les accords économiques régionaux et internationaux.

Au cours de cette même période, le SICLAC s'est réuni trois autres fois, et, à chaque occasion, il a appliqué les principes de la social-démocratie afin de chercher des solutions pratiques pour résoudre les problèmes, dont souffre cette région. Par exemple, lorsque le Comité s'est réuni à Saint-Domingue, en mars 1998, avec le Parti Révolutionnaire Dominicain, PRD, comme hôte, il mit l'accent sur les responsabilités sociales des gouvernements et rappela que l'éducation selon Michael Manley, constitue le seul moyen de faire sortir d'eux-mêmes les peuples de leur souffrance et de leur misère». Manley, président honoraire de l'IS et président fondateur de notre Comité sur la Politique Economique est décédé un an avant, laissant derrière lui un extraordinaire nombre de réalisations en tant que leader de la Jamaïque; il fut une des grandes personnalités de l'Internationale Socialiste pendant de nombreuses années.

L'un des sujets principaux de la réunion du SICLAC, ayant eu lieu en septembre 1998, à Caracas, accueillie par notre parti membre au Venezuela, Action Démocratique, AD, était la fluctuation des marchés mondiaux et son impact sur les économies régionales. Laissant présager le travail de notre Conseil de Buenos Aires l'année suivante, le Comité a exprimé ses préoccupations sur les effets nocifs et non régulés» de la mondialisation et a réaffirmé la nécessité de réviser le système financier international.

La réunion de Caracas s'est ouverte avec l'hommage rendu à la mémoire de notre cher ami et camarade José Francisco Peña Gómez, président du SICLAC pendant presque 20 ans, décédé quelques mois auparavant. Peña fut un leader global dans la lutte pour la démocratie et le fait que presque tous les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes ont des gouvernements élus librement et à travers des élections multipartites est, sans aucun doute, une partie de son héritage.

Pour l'Internationale Socialiste, la lutte en faveur de la démocratie a toujours été de pair avec une campagne constante en faveur de la défense des droits de la personne humaine »: ceci fut d'ailleurs souligné lors du Conseil de l'IS à Genève, au cours duquel nous avons apporté notre soutien à la Cour pénale internationale, institution que notre Internationale a défendue depuis fort longtemps et fut en partie créée grâce aux efforts directs d'un grand nombre de nos partis membres. Le Conseil a également réitéré que notre Internationale défendait le droit de traîner en justice les responsables de crimes contre l'humanité, suite à la détention au Royaume-Uni de l'ancien dictateur chilien Augusto

Pinochet.

La plus récente réunion du SICLAC a eu lieu le mois dernier à Bogotá. Cette rencontre nous a donné l'occasion de démontrer notre solidarité envers le Parti Libéral Colombien, PLC, notre parti membre et hôte, et envers tous ceux qui partagent les valeurs de la social-démocratie, avec les efforts qu'ils mettent en œuvre à la recherche d'une solution pacifique et durable à leur conflit armé. Comme toujours, le Comité a également exprimé son appui aux partis membres de l'IS qui doivent affronter de graves problèmes internes dans d'autres pays comme, par exemple, la menace contre la démocratie au Pérou ou au Venezuela et l'exercice unilatéral de l'autorité militaire des Etats-Unis à Puerto Rico.

Nous avons organisé différents séminaires et rencontres dans les trois plus grands pays de la région. En juillet 1997, notre Comité des Élus locaux et régionaux s'est réuni à Niterói, au Brésil, accueilli par le Parti Travailleuse Démocratique, PDT, où des délégués d'Amérique latine, d'Europe et d'Afrique ont discuté des moyens de renforcer la solidarité et la coopération de la social-démocratie entre et au sein des villes.

En 1999, nous avons tenu deux séminaires avec la Commission Progrès Global, qui ont jeté un pont entre l'Amérique latine et l'Amérique du Nord. Le premier, organisé à Mexico par les partis membres de l'IS du Mexique avec la collaboration de notre Secrétariat, a analysé la mondialisation dans la perspective de l'Amérique latine et des Caraïbes. Le deuxième, tenu conjointement avec l'Université de Georgetown à Washington DC, des intellectuels et des spécialistes de politique aux Etats-Unis, y compris des membres de l'administration de Clinton, d'Amérique latine et d'Europe, s'est réuni pour examiner la mondialisation sous trois angles - sa dimension économique et financière, son aspect politique et de sécurité et ses effets culturels.

Les différentes activités concertées de notre organisation ont renforcé la social-démocratie dans le continent et, partant, enrichi notre Internationale. C'est ce qui s'est dégagé en toute évidence pendant le Conseil de l'IS tenu à Buenos Aires en juin.

A cette réunion, accueillie par les partis membres de l'IS d'Argentine, le Parti Socialiste Populaire, PSP, et l'Union Civique Radicale, UCR, plus de 350 délégués représentant près de 100 partis, ont examiné le thème central "Façonner le changement". Le résultat en a été le "Consensus de Buenos Aires", qui appelait à "un consensus à l'échelon mondial, qui débouche sur des accords concrets de changement social à côté de la stabilité économique"; ce message a été transmis par les médias importants du Sud au Nord.

Fernando de la Rúa, candidat à la présidence de l'Alliance pour le Travail, l'Éducation et la Justice, dont sont membres, au même titre, le PSP et l'UCR, a inauguré la session de notre Conseil en déclarant que pour les sociaux-démocrates d'Argentine, c'était un honneur d'accueillir cette réunion à Buenos Aires. Nous-mêmes, de l'Internationale, n'étions pas peu fiers à l'idée que le mois dernier, de la Rúa avait remporté une solide victoire au premier tour des élections présidentielles de l'un des pays clés d'Amérique latine.

NOTRE PROGRAMME COMMUN INTENSIFIE

Economie, Développement et Environnement

La Déclaration sur l'Économie Mondiale, préparée par le Comité de l'IS sur la Politique Economique, le Développement et l'Environnement, SICEDE, et adoptée par le Congrès de l'IS à New York, a représenté un document à vaste portée, clairvoyant, qui a servi d'encadre à notre approche des questions économiques pendant toute la durée de la période inter-congrès.

La Déclaration contenait des avertissements concernant, par exemple, les effets négatifs d'une mondialisation sans réglementation: troubles financiers et inégalité croissante, ainsi qu'un appel à étudier un nouveau système de responsabilité collective pour affirmer aussi bien la stabilité que les progrès sociaux et environnementaux. Il a suffi de quelques mois pour que le déclenchement de la crise monétaire en Asie de l'Est vienne confirmer les soucis de notre Internationale.

En réponse, le Conseil de l'IS à New Delhi a entériné, en novembre 1997, notre position selon laquelle la mondialisation était, à bien des égards, une force unique et puissante, mais que des forces du marché sans aucune entrave saperaient les possibilités d'un développement équilibré, l'allègement de la pauvreté et la protection de l'environnement. En attendant, la présence de notre Internationale en Asie a mis en évidence la coopération entre les socialistes démocratiques au niveau régional et mondial, qui ont affronté les défis du monde globalisé d'aujourd'hui.

Un an plus tard, en novembre 1998, alors que l'incertitude et l'instabilité économique dépassaient l'Asie et atteignaient la Russie et l'Amérique latine, le SICEDE s'est réuni à Sintra, près de Lisbonne. A cette rencontre, présidée par António Guterres, premier ministre de Portugal et président du SICEDE, a été préparé un avant-projet de déclaration, dans le cadre de laquelle s'est inscrite une action politique visant à mettre en valeur les effets positifs des marchés mondiaux et à en limiter les effets négatifs.

La Déclaration, "Régler la Globalisation et Globaliser la Régulation", a été mise à l'étude le même mois par le Conseil de Genève. Pierre Mauroy, président de l'IS, a reconnu l'urgence d'aborder le bouleversement de l'économie mondiale et a proposé d'avancer la date de la réunion.

A la suite d'une discussion de grande envergure au cours de laquelle Guterres a déclaré que "notre lutte n'est pas contre la mondialisation, mais en faveur d'une réglementation de cette mondialisation", le Conseil de Genève a adopté la Déclaration aux termes de laquelle la réglementation de la mondialisation "n'est pas simplement matière à souci des institutions financières. Elle devrait être le moyen par lequel arriver à un nouvel ordre international, capable de consolider la démocratie et d'encourager la solidarité".

Le Conseil a également avancé le travail de l'Internationale sur ces questions lors de sa réunion de juin dernier en Argentine, avec l'adoption du "Consensus de Buenos Aires". Le document insistait sur la nécessité "d'un nouveau consensus international qui aille au-delà du dénommé Consensus de Washington, qui insistait sur de simples réformes de marché", et soit en mesure "d'aboutir à des accords concrets de changement social, à côté de la

stabilité économique".

Autorités locales et régionales

Non seulement l'Internationale Socialiste a été en tête de la question de la mondialisation, mais elle a aussi été au premier rang pour promouvoir la démocratie locale et pour souligner le lien existant entre l'application des principes social-démocrates et la gouvernance adéquate au niveau local. Le président de l'Internationale Socialiste, monsieur Mauroy, maire de la ville de Lille, en France, s'est particulièrement intéressé à cet aspect de notre travail et a joué un rôle clé dans la création de notre Comité des Élus locaux et régionaux.

Ce Comité, créé il y a seulement quatre ans suite à la Conférence Mondiale des Maires qui fut couronnée de succès à Bologne en 1995, a été spécialement actif, comme on peut le voir dans les paragraphes précédents de ce rapport sur ses activités, dans certaines régions du monde. Depuis le Congrès de l'IS à New York, le Comité a tenu au moins six réunions - depuis l'Europe, l'Europe de l'Est et les Balkans, jusqu'à l'Afrique et l'Amérique latine - pour ne pas citer la Deuxième Conférence Mondiale des Maires que nous avons organisée en octobre 1998 dans la ville de Fès, au Maroc, et pendant laquelle se sont rassemblés plus de deux-cents cinquante maires et conseillers municipaux du monde entier.

La Déclaration de Fès, adoptée par les délégués au Maroc, après deux jours de discussions dans des groupes de travail et des séances plénières, a mis en exergue les sujets qui sont au coeur du travail mené à bien par l'Internationale dans le but de faire avancer la démocratie au niveau local. Le document a réaffirmé notre engagement pour l'humanisation des villes et des villages, "dans un monde en pleine mutation, caractérisé d'une part par la mondialisation de l'économie et de l'information et, d'autre part, par l'accentuation des inégalités entre les pays, les régions et entre les citoyens".

Notre organisation, en fait, est le seul mouvement politique international qui insiste constamment sur le rapport entre les tendances mondiales, et leur effet sur les citoyens au niveau local. Comme l'a dit Philippe Busquin, président du Comité, lors de la réunion à Abidjan en Côte d'Ivoire, en mars l'année dernière, rendre la politique accessible à tous grâce à la décentralisation et encourager les "politiques de proximité" était une tâche fondamentale de nos partis membres, à une époque où la mondialisation est de plus en plus répandue.

Comme pour nos efforts afin d'augmenter la viabilité des politiques locales, l'Internationale Socialiste est la seule qui insiste sur les principes fondamentaux. Dans la Déclaration de Fès, nous avons réaffirmé, par exemple, que seules des procédures démocratiques pourraient légitimer les pouvoirs exercés par les maires et les autres élus municipaux, et que l'égalité entre les hommes et les femmes devait être entièrement respectée.

La solidarité est également un autre principe fondamental à notre travail au niveau local. "La solidarité entre les villes - la solidarité dans les villes" a été, en fait, le thème principal de la réunion de notre Comité des Élus locaux et régionaux en juillet 1997. À la réunion, qui a eu lieu à Niterói, au Brésil, où nous avons reçu le Parti Travailleur Démocratique, PDT,

membre de l'IS, les délégués ont discuté des façons dont la coopération inter-municipale, non seulement entre les nations, mais au-delà des continents, pouvait renforcer la capacité des gouvernements locaux de satisfaire les besoins de leurs citoyens, et de réduire leur dépendance de l'aide étrangère.

Lors de la plus récente réunion du Comité, qui a eu lieu en septembre à Cartaxo, accueillie par le Parti Socialiste, PS, de Portugal, les participants ont parlé des initiatives qui étaient ressorties de la Deuxième Conférence Mondiale de Fès. L'intérêt principal s'est porté sur la proposition de préparation d'une Charte des autorités locales socialistes, et le soutien d'une Charte mondiale d'autonomie locale, toutes deux ne faisant que rehausser le travail de notre Internationale dans ce domaine critique.

La paix, la sécurité et le désarmement

Depuis notre dernier Congrès, nous avons utilisé bon nombre des structures de notre Internationale dans le but de résoudre les conflits, de prévenir les crises et d'obtenir le désarmement conventionnel et nucléaire et la non-prolifération de tout type d'armements. Car, comme nous l'avons dit à New York dans notre déclaration, "Faire la paix, maintenir la paix", "le développement et la paix vont de paire. S'occuper du milieu global, c'est s'occuper de la paix. Le progrès social est une condition préalable au bien-être, à la stabilité et à la paix".

En octobre 1997, le Comité de l'IS pour la Paix, la Sécurité et le Désarmement, SIPSAD, s'est réuni à Budapest et a pris position sur trois sujets qui ont fait l'objet de résolutions débattues et adoptées un mois plus tard par le Conseil de l'IS à New Delhi. Dans la première, concernant l'élargissement de l'OTAN, l'Internationale a soutenu les aspirations à présenter leur candidature de tous les États européens "qui ont posé les fondations saines et durables d'une forme de gouvernement démocratique et du contrôle civil sur les ordres militaires, et ont démontré leur volonté de respecter les droits de la personne humaine et des minorités et de résoudre les conflits entre voisins par des moyens pacifiques".

Dans la seconde résolution, l'Internationale a soutenu le processus d'Ottawa visant à atteindre la prohibition totale (utilisation, développement, production, emmagasinage, exportation et transport) des mines de terre anti-personnelles et a remarqué avec plaisir le fait que plus de cent nations aient déjà pris part à ce processus, dont beaucoup grâce aux efforts constants de nos partis membres. Nous avons remarqué dans notre troisième résolution que les armes de poing et les armes légères jouent un rôle fondamental dans les innombrables guerres civiles et conflits locaux et nous avons demandé que des efforts soient faits pour en établir un contrôle efficace.

Nous avons tenu une autre réunion du SIPSAD en mai 1998 à Tbilissi, en Géorgie, rencontre organisée en collaboration avec l'Union des Citoyens de la Géorgie, CUG, qui est devenue membre de notre Internationale lors de notre Congrès de 1996. La réunion s'est concentrée sur la sécurité dans le Caucase du Sud, la mer noire et la mer caspienne.

Le Comité a préparé une résolution en profondeur, adoptée par notre Conseil à Oslo, qui avec prescience avertissait de l'instabilité croissante de toute la région du Caucase et réaffirmait la volonté de l'Internationale de coopérer avec les états du Caucase du Sud et

de la Fédération de Russie afin d'éviter l'escalade du conflit.

Le Conseil de l'IS à Oslo a également condamné les essais nucléaires effectués par l'Inde et ont demandé à ce pays d'adhérer de façon inconditionnelle au traité de non-prolifération, en déclarant qu'il était "simplement pas acceptable que des Etats soumettent toujours la communauté internationale aux dangers continus d'une possible erreur de lancement d'une arme nucléaire".

La résolution des conflits et la prévention des crises en Afrique a été le principal sujet de notre Conseil suivant à Genève. Le Conseil a débattu et adopté une ample déclaration issue du travail du Comité Afrique de l'IS et présentée par son président, Ousmane Tanor Dieng, du Parti Socialiste de Sénégal. L'évaluation détaillée des situations de conflits dans plusieurs régions du continent a souligné les liens très étroits entre la paix, la démocratie, et le développement.

L'Internationale a également adopté à Genève une déclaration sur le Kosovo, préparée par le Comité de l'IS pour l'Europe Centrale et Orientale, SICEE. Le document a encouragé tous les efforts en faveur d'un accord négocié entre Belgrade et Pristina, position réitérée par le SICEE lors de sa réunion suivante à Bucarest, en février de cette année. Le SICEE est resté au premier rang dans l'analyse des Balkans depuis l'action de l'OTAN, notamment dans la Déclaration de Varsovie en septembre, qui met en relief le besoin d'apporter la démocratie réelle en Serbie, en appuyant les forces démocratiques qui s'y trouvent.

Les droits de la personne humaine

Aucune autre organisation politique dans le monde ne continue, comme le fait l'Internationale Socialiste, à agir en défense des droits fondamentaux de la personne humaine où et quand c'est nécessaire. En même temps, comme le reflétait le Programme sur les Droits de la Personne Humaine pour le XXI^è siècle, très détaillé et préparé par le Comité de l'IS sur les Droits de la personne humaine, SICOHR, et adopté par notre Congrès à New York, notre Internationale continue également à mener une tâche plus vaste de promotion nationale et internationale des systèmes qui peuvent assurer la protection des droits de la personne humaine dans le monde entier.

Nous nous sommes réjouis de la signature du traité pour la création d'une Cour pénale internationale, en juillet 1998, l'année même du cinquantième anniversaire de la Déclaration des Droits de l'Homme des Nations Unies. La création de ce Tribunal, longtemps encouragée par notre Internationale, comprend les efforts directs de beaucoup de nos partis membres. Environ cent vingt pays ont voté en faveur de l'établissement de cette Cour permanente fondée sur le principe, selon lequel les Chefs de Gouvernements et leurs fonctionnaires doivent être tenus comme responsables lorsqu'un génocide, des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre sont commis. Selon les paroles du secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, cette Cour est "un cadeau pour les générations à venir".

L'année précédente, en octobre 1997, le SICOHR avait organisé une réunion à Londres, accueillie par le Parti Travalliste de Grande-Bretagne. Les membres du Comité avaient cherché le moyen par lequel l'Internationale Socialiste pourrait être plus active dans sa lutte

pour le respect des droits de la personne humaine. La présence, lors de cette réunion, de deux anciens secrétaires généraux d'Amnesty International, Thomas Hammarberg, du Parti Social-Démocrate Suédois, SAP, et Ian Martin, du Parti Travailleuse de Grande Bretagne, a démontré l'engagement de notre Internationale vis-à-vis des droits de la personne humaine.

Le Comité a recommandé l'adoption par l'Internationale d'une "nouvelle priorité des droits sociaux et économiques, qui historiquement n'ont pas fait l'objet d'une aussi grande attention que les droits civils et politiques". Le Comité a souligné que, bien que l'Internationale resterait un ferme défenseur de tous les droits, la mondialisation croissante justifiait tout à fait qu'elle se penche sérieusement sur la défense des droits sociaux et économiques aussi bien que culturels.

Le SICOHR a avancé dans la discussion sur ce sujet pendant sa réunion tenue à Manille en avril 1998, en collaboration avec le Parti Socialiste Démocratique des Philippines, PDSP. Le Comité a réaffirmé qu'une approche fondée sur les droits pour le développement et l'éradication de la pauvreté était correcte car elle souligne le fait que la pauvreté n'est pas seulement être dans le besoin, mais se voir privé des droits fondamentaux. Parmi les autres sujets débattus ont figuré le racisme et la xénophobie en Europe et les droits des travailleurs immigrés.

Pendant toute cette période, notre Internationale, par le biais du Conseil et des différents Comités de l'IS, a continué à attirer l'attention sur les situations de certains pays dans lesquels les droits fondamentaux ont été violés. En ce qui concerne la Birmanie, par exemple, notre Conseil est devenu en permanence le forum des représentants de la Ligue Nationale pour la Démocratie et a publié des résolutions visant à appuyer la lutte contre l'oppression dans ce pays. Notre Internationale a également toujours soutenu la démocratie et les droits de la personne humaine en Algérie, en Guinée Équatoriale, au Timor Oriental et ailleurs, où les droits fondamentaux sont ou ont été brimés.

Nous nous sommes également toujours occupés aussi des droits de la femme et notre Conseil a adopté à Genève une résolution, dans laquelle notre Internationale appuie entièrement la campagne contre l'atroce discrimination des femmes par le régime taliban en Afghanistan.

CONSTRUIRE A PARTIR DE NOS POINTS FORTS

Notre Internationale est à son avantage, à un moment où les distances entre les personnes et les nations diminuent, où nous partageons les problèmes des personnes, même dans les lieux les plus éloignés de la planète, où nous pouvons structurer des réponses communes à des préoccupations communes, indépendamment de notre nation ou de notre région, de notre culture ou du niveau de notre développement économique. Pendant cette période, nous avons pu le faire, collectivement et plus que jamais, en accueillant plus de personnes et plus de partis dans la vie de notre Internationale et en suivant un programme de travail encore plus étendu.

Ce que nous faisons et ce que nous disons est important. C'est important pour nos partis et pour les gouvernements, pour ceux qui nous considèrent comme un forum au sein duquel ils pourront se faire écouter, ou pour ceux qui nous voient comme une plate-forme pour

développer des initiatives communes. C'est important pour les personnes et les partis pour lesquels notre Internationale fournit un cadre de coopération et un réseau de partenariats durables.

En travaillant avec tous ceux qui contribuent à ce que nous faisons, nous avons entrepris de souligner l'importance de notre organisation, de rehausser sa capacité et d'aller de l'avant, à partir du nouveau caractère d'une Internationale vraiment mondiale. Nous l'avons réussi grâce au travail de nos Comités, de notre Conseil et de notre Présidium, et grâce au travail que nous avons mené ensemble avec la Commission Progrès Global. Nous l'avons réussi grâce à notre coopération avec les Nations Unies et d'autres institutions internationales et organisations régionales. Nous l'avons réussi grâce à la collaboration avec nos organisations fraternelles et associées aussi.

J'ai le plaisir d'annoncer que notre Internationale a pu faire la différence avec des ressources limités, mais en comptant sur le profond engagement de beaucoup de personnes. Dans ce contexte, depuis notre dernier Congrès, j'ai eu le privilège de développer et de maintenir des contacts actifs avec nos membres à travers l'itinéraire de notre Internationale, nos réunions, nos décisions, nos engagements, nos militants, que j'aimerais beaucoup remercier. Tout d'abord, j'aimerais reconnaître la ferme direction de notre Président Pierre Mauroy, qui nous a guidés à travers une période de changement. J'aimerais aussi exprimer ma reconnaissance à Felipe González, président de la Commission Progrès Global, à nos vice-présidents, les présidents des Comités de l'IS, nos chefs de partis et tous ceux qui, au sein de nos partis, consacrent leur temps aux activités de notre organisation. Et bien sûr, mes remerciements à tous ceux qui travaillent avec moi au Secrétariat de notre Internationale.